<http://jesuschristenfrance.fr/la-republique-contre-la-france/article/la-dictature-du-parti-de-l-etranger>

La dictature du « parti de l'étranger »

- La République contre la France -

Date de mise en ligne : lundi 8 mars 2021

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

La dictature du « parti de l'étranger »

« Qu'est-ce qu'un pays qui, comme on dit, cocherait toutes les cases de la dictature ? On parle bien de dictature, non de totalitarisme pour lequel il faudrait un parti unique animé par une idéologie envahissante. Une dictature, c'est d'abord un pouvoir personnel, une direction de l'État assurée par une seule personne dont tout dépend. Depuis plus d'un an, la France vit au rythme du « Jacques a dit », un jeu où Jacques se prénomme Emmanuel. Les changements d'avis dépendent non de l'intérêt de la population mais de l'inspiration d'un chef malgré tout soucieux de sa popularité.

La stratégie de la peur dont parle Michel Maffesoli est une arme puissante mais peu visible dans les mains du dictateur : elle n'interdit pas, elle suscite l'autocensure, l'enfermement volontaire. Les médias aux ordres relaient la grande peur, celle de la pandémie, mais plus encore celle dont l'objet, horreur des bien-pensants, a été repoussé à coups de LBD et noyé sous le gaz lacrymogène, puis confiné et masqué grâce à la divine surprise du Covid-19. Quoi de plus pratique qu'un « état d'urgence » appuyé sur une menace qui justifie que les citoyens se terrent chez eux ?

Une dictature, c'est aussi une absence de séparation des pouvoirs. Les lois sont les oukases de l'Élysée votés par une majorité soumise qui doit son existence au chef plus qu'à des électeurs et oublie totalement le rôle de contrôle de l'exécutif que détient le Parlement.

Quant à la Justice, la récente condamnation de Sarkozy paraît suffisamment disproportionnée pour qu'on s'interroge. Depuis 2017, le PNF créé par Hollande, dont la rapidité et la débauche de moyens seraient bienvenues contre la criminalité quotidienne, se révèle une machine très efficace pour éliminer les obstacles à l'élection ou la réélection de Macron. Le nombre des affaires touchant ses proches qui n'avancent guère, la morgue avec laquelle le prince a fait d'un ministre mis en examen le président de l'Assemblée nationale sont des indices troublants sur l'état de notre démocratie.

Le Covid-19 rend sourd à l'étranglement progressif des libertés. Les étrangleuses, ce sont les lois ; celle sur la manipulation de l'information (« fake news »), destinée à ne permettre que celle du pouvoir ; celle contre les contenus haineux sur Internet, heureusement censurée en grande partie, mais sans conséquence puisque les réseaux sociaux pratiquent une justice privée ; celle sur la sécurité globale, enfin. Les libertés de se déplacer, de travailler, de se récréer, de prescrire pour les médecins sont étouffées. Les fichages, en revanche, se multiplient.

La scandaleuse dissolution de Génération identitaire coche aussi une case de la dictature. Comme dans l'affaire Callas, pas de preuve, des demi-preuves, des quarts de preuve : une milice sans armes, des déclarations de membres mais non mandatés par lui, l'obole d'un extrémiste néo-zélandais. Il fallait éliminer ceux qui osent montrer la défaillance gravissime du pouvoir face à l'immigration massive et illégale et à

l'impunité des bandes dans les quartiers perdus de la République. La dissolution d'un mouvement qui n'a nullement transgressé les lois de la République, mais a voulu être plus « national » que la nation, plus patriote en somme, est-il condamnable ?

Là, effectivement, on découvre qu'une case de la dictature n'est pas cochée. En général, les dictatures sont nationalistes. Le pouvoir, en France, ne l'est pas. Il est même le contraire. Le Président aime disqualifier un peuple qu'il n'aime pas, les Gaulois réfractaires, procureurs de son action, mais en revanche le voici qui vient une fois de plus salir l'action de la France et de son armée en Algérie, à propos de l'exécution d'un rebelle lors de la bataille d'Alger quand les « paras » luttèrent contre des terroristes qui n'hésitaient pas à frapper les foules innocentes. Cela fait suite à une logique de repentance indigne d'un chef de l'État. Cette autoflagellation stupide ne peut que susciter une rancune et un mépris aussi dangereux qu'infondés chez les immigrés d'origine algérienne et, ainsi, empêcher leur intégration.

La dictature du « parti de l'étranger », c'est assez rare... Encore que l'Histoire en offre des exemples... »

Christian Vanneste

Homme politique

Ancien député UMP, Président du Rassemblement pour la France, Président de La Droite Libre

Site source :

[bvoltaire](#)